

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALTERNAE

49 route de Rouen
27140 Gisors

Références : ud95-2025-0575
Code AIOT : 0006505700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement ALTERNAE implanté Lieu-dit Saint Mellon RD. n° 22 95650 Génicourt. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (www.georisques.gouv.fr/).

La visite d'inspection avait pour but de vérifier la mise en place d'un aménagement temporaire afin de limiter l'accès aux personnes extérieures à l'installation près du séchoir "LAW" afin de lever la suspension du séchoir "LAW" n°1 non impacté par les trois incendies de la fin d'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTERNAE
- Lieu-dit Saint Mellon RD. n° 22 95650 Génicourt
- Code AIOT : 0006505700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société ALTERNAE filiale du groupe NATUP, correspond à un regroupement de coopératives agricoles spécialisées dans le négoce (vente directe des céréales). La Société NATUP (maison-mère) assure l'exploitation d'environ 160 silos. La société ALTERNAE est sa filiale dédiée au négoce.

Deux activités sont réalisées sur le site de GENICOURT :

- le stockage de céréales,
- la manutention, la réception et l'expédition de céréales, nettoyage de grains et le séchage.

Le site dispose de 4 séchoirs fonctionnant au gaz naturel (puissance totale de 31,53 MW) : 2 accolés au silo LAW et 2 accolés au silo ROULIN.

L'exploitant a indiqué que les céréales faisant l'objet d'un séchage sont principalement le maïs. Il a notamment ajouté que, selon les conditions météorologiques, les céréales de blé peuvent également nécessiter un séchage.

Le site de GENICOURT a une capacité de stockage de céréales d'environ 27 000 t et dispose de 3 silos de stockage :

- le petit silo plat métallique (2 400 m³ - 1 900 t)
- le silo ROULIN plat métallique (9 970 m³ - 7 475 t) composé notamment de 2 cellules de 4 534 m³, 1 cellule de 4 667 m³.
- le silo LAW vertical (23 200 m³ - 17 800 t) composé de 3 cellules de 6 667 m³ et 2 cellules de 1 600 m³.

Des salariés des autres sites de la Société ALTERNAE, ainsi que des saisonniers, peuvent être amenés à travailler sur le site de GENICOURT.

Du personnel est présent sur site du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h. Ces horaires sont étendus pendant les périodes de récolte et d'arrivage du blé (juillet) et du maïs (septembre à décembre). L'installation peut fonctionner pendant ces périodes particulières 24h/24.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance du site	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conformité aux dossiers	AP Complémentaire du 21/04/2009, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Accès à l'installation et signalisation	AP Complémentaire du 21/04/2009, article 8.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'intervention	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, articles 8 et 9	/	Sans objet
5	Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de suspension

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant met en place des actions afin de remédier aux différentes non-conformités relevées précédemment. Deux non-conformités sont maintenues dans l'attente du parfait achèvement des actions entreprises par l'exploitant et de la transmission des justificatifs associés.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de lever la suspension de l'activité du séchoir « LAW » n°1, , non impacté par l'incendie, imposée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° IC-24-161 du 17/12/2024.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Surveillance du site

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place une surveillance permanente par du personnel pendant toute la durée de gestion de l'accident, des levées de doute et de la mise en sécurité des installations.</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réceptionner les réserves d'eau incendie de son établissement par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise. Il s'assure dans le même délai de la remise en état de ses réserves incendie.</p>
Constats : <p>Par courriel du 17/09/2025, l'exploitant a transmis le courrier daté du 09/09/2025 de réponse aux non-conformités et observations relevées lors de la visite d'inspection du 14/08/2025.</p> <p>L'exploitant indique que la réserve d'eau endommagée a été remplacée le 28/08/2025 et son remplissage s'est terminé le 09/09/2025.</p> <p>L'exploitant a précisé lors de la visite que la réception de ces réserves d'eau incendie a été effectuée par le service d'incendie et de secours le 18/09/2025. L'exploitant a présenté le courriel daté du 19/09/2025 du service en charge de la réception des équipements de défense contre l'incendie pour le SDIS 95. Ce courriel précise que la réception des deux réserves d'eau ne peut pas être actée dans l'attente de la résolution de plusieurs non-conformités (signalisation, positionnement de l'aire d'aspiration, etc.). Toutefois, le SDIS 95 précise bien que ces réserves d'eau incendie sont dès à présent fonctionnelles et utilisables.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 14 août 2025 est maintenue dans l'attente de la transmission par l'exploitant du rapport de réception conforme des deux réserves d'eau incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 2 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2026
Prescription contrôlée : <p>Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
Constats : <p>Par courriel du 17/09/2025, l'exploitant a transmis le courrier daté du 09/09/2025 de réponse aux non-conformités et observations relevées lors de la visite d'inspection du 14/08/2025.</p> <p>Il indique notamment avoir mis en place une clôture temporaire afin d'exploiter son installation conformément aux plans contenus dans l'étude de dangers dans sa version du 10 avril 2006.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'installation de cet aménagement temporaire, qui permet de limiter l'accès des personnes extérieures à l'installation, à proximité des séchoirs « LAW ». De plus, l'exploitant a ajouté de la signalisation indiquant que la zone est interdite au public et que le stationnement est interdit devant celle-ci.</p> <p>Cette solution temporaire permet à l'exploitant d'exploiter son installation conformément aux plans contenus dans l'étude de dangers du 10 avril 2006 tout en assurant un niveau de sécurité satisfaisant pour les personnes étrangères à l'installation vis-à-vis des séchoirs « LAW ». Toutefois, un aménagement pérenne est nécessaire afin de respecter l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/2009.</p> <p>De ce fait la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 14 août 2025 est maintenue.</p> <p>L'exploitant s'est par ailleurs rapproché de la mairie afin de proposer un rachat de la rue séparant les deux silos et de dévier celle-ci par le Nord de l'installation.</p> <p>Ainsi, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de maintenir la proposition de mise en demeure formulée dans le rapport de l'inspection des installations classées du 21/08/2025, jusqu'à la mise en place d'une solution pérenne pour respecter les plans de l'installation conformément à l'étude de dangers dans sa version du 10 avril 2006.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Proposition de mise en demeure

Proposition de délais : 12 mois

Fiche de constat n° 3 : Accès à l'installation et signalisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, article 8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'installation et signalisation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. À cette fin, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est implantée et aménagée de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

À proximité du chemin communal, situé entre les deux zones d'activités de stockage de céréales, et de la route départementale D22, située en limite de propriété à l'Est du site, des panneaux sont mis en place de façon à signaler la présence d'installations à risques et à limiter le stationnement de tierces personnes à proximité.

[...]

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Constats :

Lors de la visite de site l'inspection a constaté que la clôture longeant la route D22 a été remplacée par une clôture neuve d'environ 2 mètres de haut.

De ce fait, la non-conformité n°4 de l'inspection du 14 août 2025 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 4 : Mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'intervention

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, articles 8 et 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'intervention
Prescription contrôlée : Article 8 : L'exploitant met à jour son étude de dangers pour tenir compte du retour d'expérience des incendies des 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 et de la fausse alerte du 21 novembre 2024. Article 9 : L'exploitant met à jour ses procédures d'intervention, prévues à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, pour tenir compte du retour d'expérience des incendies des 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 et de la fausse alerte du 21 novembre 2024. ----- <u>Observation n°1 de l'inspection du 14/08/2025 :</u> Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers (EDD) afin de retirer les mesures de prévention redondantes entre elles. <u>Observation n°2 de l'inspection du 14/08/2025 :</u> L'exploitant doit s'assurer de disposer de l'ensemble des procédures listées dans l'EDD et s'assurer de leur bonne mise à jour. <u>Observation n°3 de l'inspection du 14/08/2025 :</u> L'exploitant doit s'assurer de la cohérence des probabilités associées aux scénarios identifiés dans son EDD.
Constats : Dans son courrier de réponse à l'inspection du 14/08/2025, l'exploitant précise qu'il a : <ul style="list-style-type: none">• supprimé les mesures de prévention redondantes entre elles présentes dans l'EDD ;• mis à jour la procédure concernant les bonnes pratiques d'exploitation des séchoirs à grains, en précisant notamment les fréquences de nettoyage à respecter ;• mis en cohérence la probabilité du scénario d'incendie du séchoir « LAW » suite aux derniers incendies survenus en 2024. Les trois observations formulées suite à la visite d'inspection du 14/08/2025 ont été prises en compte par l'exploitant et n'appellent pas de remarque complémentaire de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 5 : Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2026

Prescription contrôlée :

L'activité de séchage de l'installation « LAW » ne reprend qu'après accord explicite du Préfet du Val-d'Oise au regard du respect des dispositions du présent arrêté et des arrêtés d'exploitation applicables.

Cet accord est subordonné à la transmission de :

- la mise à jour de l'étude de dangers complète et régulière, conformément à l'article 6 du présent arrêté ;
- la mise à jour des procédures d'intervention, conformément à l'article 7 du présent arrêté ;
- la transmission des rapports de visites de risques menées par l'assureur, le cas échéant ;
- les éléments relatifs à la remise en état du séchoir LAW n°2 endommagé comprenant des justificatifs, dont des photos, explicitant et détaillant les actions correctives menées ;
- les rapports de nettoyage des deux séchoirs LAW, comprenant des photos, explicitant et détaillant les actions de nettoyage menées.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le séchoir « LAW » n°2 était à l'arrêt et vide. Le séchoir « LAW » n°1 était rempli de grains de maïs secs. L'inspection a questionné l'exploitant sur la raison de la présence du maïs dans le séchoir. Il a précisé qu'il avait réalisé des essais au début du mois de septembre 2025 afin de vérifier le bon fonctionnement de l'installation en vue d'un redémarrage. Ces essais doivent se faire en présence d'une colonne de séchage remplie selon l'exploitant.

L'inspection a constaté que le maïs en bas de la colonne du séchoir était à température ambiante.

L'inspection des installations classées est repassée sur site de manière inopinée le mercredi 08/10/2025 dans la matinée afin de vérifier que le séchoir « LAW » n°1 était bien éteint dans l'attente de la levée de suspension. Il a été constaté que le séchoir en question était bien à l'arrêt.

De plus, l'exploitant a précisé que le maïs ne pouvant pas être séché dans les séchoirs « LAW » est transporté en Belgique vers une filière de production de biocarburant.

L'exploitant a précisé que le séchoir « LAW » n°2 impacté par les différents incendies en fin d'année 2024 ne sera pas réutilisé et sera remplacé pour la saison 2026.

Considérant que selon les éléments transmis par le SDIS 95, les deux réserves d'eau incendie sont utilisables (Cf. fiche de constat n°1), même dans l'attente de la réception conforme.

Considérant que la présence de barrières temporaires et de signalisation adéquate permet de limiter l'accès à des personnes étrangères à l'installation près du séchoir « LAW » n°1 (Cf. fiche de constat n°2), **l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise de lever la suspension de l'activité du séchoir « LAW » n°1, non impacté par l'incendie, imposée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° IC-24-161 du 17/12/2024.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de suspension